

La raison pour laquelle je propose que les diverses provinces envoient à Ottawa le même nombre de sénateurs a déjà été exposée: comme la Chambre des communes est dominée par les deux provinces les plus importantes, l'équilibre serait rétabli grâce à la Chambre haute où toutes les provinces seraient représentées sur un pied d'égalité. Je propose, d'autre part, qu'on élise neuf sénateurs par province et respectivement cinq autres sénateurs dans le Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest. Quand le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest deviendront des provinces, on pourra rajuster les chiffres afin que ces nouvelles provinces soient représentées à la Chambre haute sur un pied d'égalité avec les autres. Voilà en quelques mots la formule que j'ai établie après étude des divers Sénats du monde. Un rajustement régulier du Sénat décuplerait ses forces, lui permettrait de s'enorgueillir davantage de son rôle et d'être moins sur la défensive sur la question de son existence. Notre régime parlementaire y gagnerait beaucoup.

• (1700)

M. Colin D. Gibson (Hamilton-Wentworth): Monsieur l'Orateur, je tiens à féliciter le motionnaire de l'Adresse, le représentant de Bruce (M. Whicher), ainsi que le motionnaire, le député de Trois-Rivières, (M. Lajoie) mon voisin à la Chambre. Le député de Bruce, a réussi avec sa compétence et sa vigueur habituelles à équilibrer le débat, car il a su brosser avec précision quelques-unes des réalisations du gouvernement et diriger contre l'opposition inefficace les nombreuses critiques qu'elle mérite pour s'être montrée prophète de malheur, d'une extrémité à l'autre de notre vaste pays, à l'époque où il surmontait deux crises d'importance, l'une concernant la sécurité—alors que notre premier ministre (M. Trudeau), grâce à la fermeté et au dynamisme de sa direction, faisait naître l'ordre du chaos au pays—et l'autre, d'ordre économique, durant laquelle tous les faucons de l'opposition exigeaient d'une part que le gouvernement fasse une visite humiliante à Washington et prêchaient d'autre part les restrictions. Le tout s'est terminé par la grande victoire économique du Canada sur le chaos financier. Pas un seul porte-parole de l'opposition n'a dit un mot de ces grandes réalisations.

Hamilton-Wentworth est une vaste région, en partie rurale, en partie urbaine. C'est le cœur du comté de Wentworth. Y vivent un grand nombre d'ouvriers laborieux qui ont joué un grand rôle dans le développement d'un Canada industrialisé fort et dynamique. Pour ne nommer que deux grandes compagnies, y sont installées la Steel Company of Canada, un précurseur dans la technique de l'acier sur le continent, et la Dominion Foundries and Steel, une société qui s'enorgueillit de posséder le meilleur système de participation au bénéfice du monde.

Lorsque je regarde ce grand pays et que je suis témoin de grèves telles que celles des électroniciens et des employés de la radio et de la télévision, je me demande si le gouvernement du Canada ne devrait pas essayer d'adopter les méthodes de participation au bénéfice de la Dominion Foundries et de la Steel Company, méthode dans laquelle l'employé investit un certain pourcentage de ses revenus et la compagnie contribue pour une somme égale à plusieurs fois ce montant qu'elle prélève sur ses bénéfices. Ces montants sont placés dans un fonds, si bien que les ouvriers peuvent participer au bénéfice de cette grande compagnie au moment de leur retraite. Il me semble que c'est un exemple que devrait suivre l'ensemble du secteur industriel aujourd'hui. Il faut mettre fin au

fléau qu'est la grève à tous les niveaux, au niveau fédéral, aussi bien que municipal.

Même un chef syndical expérimenté comme George Meany a révélé la semaine dernière devant un vaste auditoire aux États-Unis qu'il s'oppose aux grèves. Lorsqu'un chef syndical puissant et remarquable comme George Meany tire cette conclusion, il me semble qu'il se prononce ainsi parce qu'il croit que ce n'est pas dans l'intérêt bien compris de la main-d'œuvre aux États-Unis. A mon avis, ce n'est pas non plus dans l'intérêt bien compris de la main-d'œuvre des services essentiels au Canada, tels que les lignes aériennes, la défense nationale, la police, les communications où l'intérêt des citoyens est d'importance primordiale.

Nous ne pouvons continuer à subir ces grèves, mais nous devons chercher à établir un dispositif quelconque en vue de recourir à l'arbitrage obligatoire pour régler les conflits. Nous devons mettre sur pied un dispositif que les travailleurs préféreront aux méthodes utilisées pour régler ces différends. Nous devons permettre au salariat de participer activement au règlement des conflits du travail et établir une tribune à cette fin. Je crois que la chose se produira sous peu au Canada et les Canadiens devraient être incités à donner le ton en vue de régler les conflits ouvriers de façon plus dynamique, progressiste et équitable.

Pour ce qui est des affaires extérieures et de la défense, j'ai eu l'honneur de visiter les forces canadiennes à Chypre en janvier dernier en qualité de membre du comité. Je suis fier des services excellents de nos troupes à Chypre qui comptent parmi les meilleurs soldats au monde. Elles sont un modèle de diplomatie et de dynamisme. Leurs membres sont aimés des Chypriotes, tout Grecs que Turcs. Ils servent à Nicosie qui est en partie divisée en secteurs appelés enclaves où les Turcs prédominent. Ils remplissent une tâche pénible et ardue dans l'ombre. Je tiens à louer leur excellent travail et le rôle qu'ils y remplissent avec imagination et énergie.

A mon avis, notre pays a un rôle à jouer, par le truchement des Nations Unies, dans le maintien de la paix, rôle dans lequel il s'affirmera avec le temps. Par les Nations Unies le Canada et d'autres pays peuvent aider à éviter la guerre en envoyant sans tarder une troupe d'observateurs accompagnée de représentants des parties adversaires qui se réjouiront de la détente provoquée par les initiatives pleines d'imagination et de dynamisme des Nations Unies. J'espère de tout cœur que le nouveau secrétaire-général des Nations Unies aura partout dans le monde l'appui nécessaire à la réalisation de ces objectifs.

Je prie le gouvernement de s'efforcer davantage de ralentir la course aux armements dans le monde. J'espère ardemment que nous cesserons d'accumuler plus d'armes qu'il n'est absolument nécessaire pour notre propre défense et pour participer à l'OTAN. C'est avec la plus grande sincérité que je dis que nous, de l'arrière-ban, devrions insister sur l'importance d'atteindre cet objectif. Le trafic d'armes à Chypre, où l'archevêque Makarios en a reçu, est un cas typique. J'espère que le gouvernement canadien fera tout ce qu'il peut pour y mettre fin. Le trafic d'armes est une honte pour le monde. C'est une menace à la civilisation, à l'humanité et à l'existence même de notre monde.